



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 27 JUIN 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1597

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du quinze juin 1903, de nommer MM. Arthur Simard et Laurent Catellier, tous deux médecins, de la cité de Québec, et Pierre Julien Léonidas Bissonnette, médecin, de Saint-Esprit, comté de Montcalm, membres du conseil d'hygiène de la province.

2203

Proclamation

Canada.
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27th JUNE, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1598

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to appoint by an order, in council, dated the fifteenth June, 1903, Messrs. Arthur Simard and Laurent Catellier, both physicians, of the city of Quebec, and Pierre Julien Leonidas Bissonnette, physician, of Saint-Esprit, county of Montcalm, members of the provincial board of Health.

2204

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly

dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIEME jour de JUIN dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATRIEME jour du mois de JUIN, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commolité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le QUATORZIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-SEPTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1955

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de juin 1903, incorporant Emile Galibert, industriel, Rodolphe Tourville, négociant, Edouard Joseph Chapleau, gérant, Oscar Dufresne, gérant, Raoul Lacroix, architecte, tous de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : établir, élever et développer une race de chèvres canadienne, et en tenir un registre ; faire le commerce de la chèvre, y compris spécialement le commerce du lait, la fabrication et le commerce du lait condensé, du beurre, du fromage, la préparation et le commerce des peaux, des viandes et des conserves de viande de chèvre et de tous autres produits ou sous produits ; d'établir et de maintenir des pouponnières et sanatoriums pour le traitement, par le lait de chèvre, des enfants et des malades, acquérir, posséder et exploiter tous les immeubles, fermes, ateliers, usines et établissements quelconques nécessaires à ces fins, sous le nom de "La Chèvrerie Canadienne", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-deuxième jour de juin 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2205

of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the FOURTEENTH day of the month of JULY, next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem nece saary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1956

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1903, incorporating Emile Galibert, manufacturer, Rodolphe Tourville, trader, Edouard Joseph Chapleau, manager, Oscar Dufresne, manager, Raoul Lacroix, architect, all of Montreal, for the following purposes, namely : to establish, raise and propagate a canadian breed of goats, and to keep a register thereof ; to trade in and sell goats and all the products derived therefrom, including especially the trade of milk, the manufacture and trade of condensed milk and of butter and of cheese, the preparation or treatment and trade of the skins, meat and preserved meat of goats and of all other products or underproducts ; to establish and operate nurseries and sanatoriums for the treatment of children and sick persons with goats' milk ; to acquire, hold and operate all the real estate farms, factory or establishments whatsoever that may be required for the aforesaid purposes, by the name of "La Chèvrerie Canadienne," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty second day of June, 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

2206

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7351.

Mousseau.

Lot 9, du 3e rang, à Gaspard Labbé.

Lot 10, du 3e rang, à Geo. Gagnon.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 27 juin 1903.

2223

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jean Joseph Lavoie, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-George, comté et district de Beauce, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Louis Moisan, notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

2107-3

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, le 13 juillet 1903, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

1843-6

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la Gazette Officielle, en français

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7351.

Mousseau.

Lot 9, in 3rd range, to Gaspard Labbé.

Lot 10, in 3rd range, to Geo. Gagnon.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 27th June, 1903.

2224

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jean Joseph Lavoie, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint George, county and district of Beauce, by which he asks the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of Louis Moisan, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

2108

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Hull, the 13th July, 1903, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

1844

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the Official Gazette, in the

et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

1595

english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

1596

51. Toute demande de bill privé dont la matière ombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, gliissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de lademande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés

“5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

“2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

“3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.”

“5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

“2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

“3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

907 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Electrique de Hull sera tenue au bureau principal de la compagnie, à Aylmer, Québec, mercredi, le premier jour de juillet 1903, à 3 heures p. m., pour l'élection des directeurs pour l'année courante, et pour la transaction d'autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

W. R. TAYLOR,
Secrétaire.
Aylmer, Qué., 15 juin 1903. 2197

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

908 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

A general meeting of the shareholders of the Hull Electric Company will be held at the head office of the company, at Aylmer, Quebec, on Wednesday, the first day of July, 1903, at 3 P. M., for the purpose of electing directors for the ensuing year, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

W. R. TAYLOR,
Secretary.
Aylmer, Que., 15th June, 1903. 2198

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 7 juillet 1903.—Examinations of the 7th July, 1903.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
1 Beauregard.....	J. Hector.....	28 ans—year.	Montréal.
2 Béique.....	H. A.....	25 " "	"
3 Blanchette.....	D.....	29 " "	Saint-Hyacinthe.
4 Blaylock.....	Harry W.....	25 " "	Montréal.
5 Bonin.....	Alexandre L.....	26 " "	"
6 Bousquet.....	J. B. J. E.....	25 " "	Saint-Hyacinthe.
7 Caron.....	H. L. N.....	24 " "	Montréal.
8 Casgrain.....	C. A. Chase.....	24 " "	"
9 Charbonneau.....	J. B.....	27 " "	"
10 Cousineau.....	Louis.....	25 " "	"
11 Demers.....	Olivier.....	24 " "	"
12 Ducharme.....	J. B. R.....	26 " "	"
13 Fauteaux.....	Aegidius.....	26 " "	"
14 Fauteux.....	François.....	26 " "	"
15 Fillion.....	J. Z.....	24 " "	"
16 Fournier.....	Louis P.....	28 " "	"
17 Gosselin.....	Louis.....	23 " "	"
18 Lavergne.....	Armand.....	23 " "	"
19 Lalande.....	G. D.....	24 " "	Sainte-Scholastique.
20 Lanctôt.....	Denis.....	24 " "	Montréal.
21 Legault.....	J. Alexandre.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"
22 Léveillé.....	L.....	27 ans—year.	"
23 Longtin.....	J. Alexandre.....	25 " "	"
24 Madore.....	Louis.....	23 " "	"
25 Poissant.....	Joseph.....	35 " "	"
26 Taillefer.....	V. A.....	28 " "	"
27 Théberge.....	Albert.....	23 " "	Saint-Jérôme.
28 Thomson.....	A. B.....	26 " "	Montréal.
29 Vipond.....	Herbert S.....	23 " "	"
30 Weinfeld.....	Henry.....	23 " "	"
31 Westover.....	Ehbert Wm.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"

PAUL LACOSTE,
Secrétaire du Barreau de—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 22 juin—22nd June, 1903. 2193-94

EXAMENS DU BARREAU, PROVINCE DE QUÉBEC, 7 JUILLET 1903.

EXAMINATIONS OF THE BAR, PROVINCE OF QUEBEC, 7th JULY, 1903.

Aspirants à l'étude du Droit.—Candidates for admission to study of Law.

Nos	Noms.—Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Colleges.
1	Barry	Léopold.	18	Montreal	Collège Sainte-Marie.
2	Bulman	Keith. J.	18	Longueuil	Montreal Board School.
3	Charette	Ernest	18	Montreal	Business College.
4	Coulin	James Edw.	25	do	McGill University.
5	Crankshaw	James	18	Westmount	Mont Saint-Louis.
6	Daignault	Réné.	19	Saint-Hyacinthe	Collège Saint-Hyacinthe.
7	Deslongchamps	L. P.	24	Joliette	Collège Joliette.
8	Desroches	Joseph	22	Saint-Esprit, Dist. Joliette	do do
9	Duffy	Fabien J.	21	Montreal	University of Ottawa.
10	Dugas	Armand	18	Joliette	Collège Sainte-Marie.
11	Dupuis	J. Henri	19	Montreal	do do
12	Fortin	Tancrède	20	Beauharnois	do do
13	Gaudet	Anatole	18	Joliette	Collège Joliette.
14	Gélinas	Joachim	22	Montreal	Collège Sainte-Marie.
15	Genest	Rosaire	18	do	do do
16	Gobeil	Jules	20	do	Collège Sainte Thérèse.
17	Godin	L. A. Eudore	22	do	Collège Montréal.
18	Johnson	Walter S.	22	do	McGill University.
19	Lareau	Jules	19	do	Collège Sainte-Marie.
20	Legault	J. L. L.	27	do	Ecole Normale Jacques-Cartier.
21	Maillet	Robert	19	do	do do do
22	Ménard	Gordien	24	Saint-Joseph de Bordeaux	Collège Sainte-Marie.
23	Monk	Henri C.	21	Montreal	Collège Loyala.
24	Papineau-Couture	Guy C.	21	do	McGill University.
25	Parkins	Edgar Reg.	23	do	Montreal High School.
26	Renaud	J. H. W.	25	Joliette	Collège Joliette.
27	Sabourin	D. Léon	20	Saint-Jean	Université d'Ottawa.
28	Tanner	Agénor Hy.	23	Montreal	McGill University.
29	Thompson	Lessie C.	23	do	do do
30	Trett	Sam.	19	do	Aberdeen Public School.
31	Versailles	Joseph	22	do	Collège Sainte-Marie.
32	Ward	Fleetwood H.	27	do	Montreal High School.
33	Leblanc	Abel	21	Contrecoeur	Séminaire de St-Hyacinthe.
34	Shallow	F. Jack	21	Montréal	Collège Loyala.

PAUL LACOSTE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 10 juin—10th June, 1903.

2099-2100

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

SECTION DU DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS.—SECTION OF THE DISTRICT OF SAINT FRANCIS.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to practice of law.

Examens du 7 juillet 1903.—Examinations of the 7th July, 1903.

Noms—Names.	Prénoms — Surnames.	Agés.	Résidence.
1 Bergeron	Patrick John	Au-dessus de 21 ans—Over 21 years.	Stanstead Plain.
2 Enright	Frederick T.	25 ans.—25 years.	Sherbrooke.
3 Gendron	Louis Napoléon Arthur.	26 ans.—26 years.	Sherbrooke.
4 MacKinnon	Cecil Gordon	24 ans.—24 years.	Sherbrooke.
5 Reilly	Clifford Bernard	22 ans.—22 years.	Sherbrooke.
6 Robertson	William Gordon Murray	28 ans.—28 years.	Sherbrooke.
7 Rugg	Frederick Samuel	23 ans.—23 years.	Stanstead Plain.
8 Tracy	William Cahill	30 ans.—30 years.	Sherbrooke.

CHAS. D. WHITE,

Secrétaire, section de Saint-François.—Secretary, section of Saint Francis.

Sherbrooke, 22 juin 1903.—Sherbrooke, 22nd June, 1903.

2201-02

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—BEDFORD SECTION.

Candidats pour admission à la pratique du droit—Candidates for admission to practise law.

Examen du 7 juillet 1903.—Examination on the 7th July, 1903.

Nom. — Name.	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence.
McKeown	William Kenneth	24 ans—years	Cowansville, Qué.

Sweetsburg, 20 juin.—20th June, 1903.

G. H. BAKER,
Secrétaire du Barreau de Bedford.—Sec. Bedford Bar.
2221—22

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC, SECTION DE QUEBEC.

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC, SECTION OF QUEBEC.

ASPIRANTS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES TO PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1903.—July examinations 1903.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
Belleau	Isidore Noël	Plus de 21 ans —Over 21 years.	Lévis.
Dionne	J.-J.-B. Léonidas	“ “	Québec.
Edge	Thomas Wilfrid	“ “	“
French	Peter	“ “	Saint-Joseph de Lévis.
Kelly	John Hall	“ “	New-Carlisle.
Langlais	Louis Roméo	“ “	Saint-Octave.
Leclerc	Joseph Félix	“ “	Saint-Hénédiène.
Pacaud	Lucien Turcotte	“ “	Québec.

Québec, 24 juin 1903.—Quebec, 24th June, 1903.

CHARLES DEGUISE,
Sec., B. Q.
2225-6

SECTION D'ARTHABASKA.—SECTION OF ARTHABASKA.

Aspirants à l'étude.—Candidates to study.

Noms.	Prénoms.	Age.	Résidence.	Collèges.
Perrault	Antonio	22	Arthabaska	Séminaire de Québec.
Lavergne	Louis Renaud	23	do	Collège Sainte-Marie.

Arthabaska, 15 juin—15th June, 1903.

NAPOL. LALIBERTE,
Secrétaire.—Secretary.
2125-26.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1572.

Dame Malvina Lavoie, épouse de Louis Champagne, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. H. JOANETTE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 juin 1903. 2219

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1876.

Dame Edwidge Martineau, de la paroisse de Saint-Léonard Port-Maurice, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Stanislas Corbeil, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST. GERMAIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 16 juin 1903. 2137-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 519.

Avis est par le présent donné que Dame Exilda Rivard, de la ville de Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Adrien Houle, plongeur, du même lieu.

LS. BLONDIN,

Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 15 juin 1903. 2159-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Hedwidge Ricard, de la ville de Shawinigan Falls, épouse de Antoine Wenceslas Lambert, contracteur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

A. E. PAQUETTE,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 22 mai 1903. 1933-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1407.

Dame Edwidge Quesnel, épouse de Charles Legault dit Deslauriers, cultivateur, de la paroisse de Dorval, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Charles Legault dit Deslauriers, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

D. A. LAFORTUNE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 8 juin 1903. 2103-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1365.

Dame Georgiana Lapointe, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, district de Montréal, épouse de Damase Lapierre, laitier, du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit Damase Lapierre, laitier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 mai dernier.

LAFORTUNE & DOLBEC,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 2 juin 1903. 1997-4

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1572.

Dame Malvina Lavoie, wife of Louis Champagne, both of the city of Saint Henri, district of Montreal, has, this day, sued her husband in separation as to property.

J. H. JOANETTE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th June, 1903. 2220

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1876.

Dame Edwidge Martineau, of the parish of Saint Leonard Port-Maurice, in the district of Montreal, wife common as to property of Stanislas Corbeil, farmer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof by a judge of the superior court of this district, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th June, 1903. 2138

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 519.

Notice is hereby given that Dame Exilda Rivard, of the town of Grand'Mère, in the district of Three-Rivers, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, Adrien Houle, plunger, of the same place.

LS. BLONDIN,

Attorney for plaintiff.

Grand'Mère, 15th June, 1903. 2160

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Dame Hedwidge Ricard, of the town of Shawinigan Falls, wife of Antoine Wenceslas Lambert, contractor, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property.

A. E. PAQUETTE,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 22nd May, 1903. 1934

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1407.

Dame Edwidge Quesnel, wife of Charles Legault dit Deslauriers, farmer, of the parish of Dorval, in the district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff;

vs

The said Charles Legault dit Deslauriers, farmer, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been, this day, instituted in this cause.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 8th June, 1903. 2104

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1365.

Dame Georgiana Lapointe, of the city of Sainte-Cunégonde de Montreal, district of Montreal, wife of Damase Lapierre, milkman, of the same place, Plaintiff;

vs

The said Damase Lapierre, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 22nd of May last.

LAFORTUNE & DOLBEC,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd June, 1903. 1998

Canada, }
Province de Québec. }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 47.

Dame Agnès Lambert dit Champagne, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas Nadeau, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 5 juin 1903. 2063 3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2637.

Dame Albina Durand, épouse de Joseph Ed. Vachon, ouvrier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son dit époux en séparation de biens.

J. L. BOISSONNAULT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 28 mai 1903. 2061-3

Dame Laura Lillian Foster, de Coaticook, dans le district de Saint-François, épouse de John William McNicol, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, commis, a, ce jour, poursuivi son dit mari en séparation de biens devant la cour supérieure du district de Saint-François, sous le No 48.

W. L. SHURTLEFF,
Avocat de la demanderesse.
Coaticook, 1er juin 1903. 2057.3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dame Melvina Chenette, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Pierre Pelletier, menuisier, du même lieu,
Demanderesse ;

vs
Le dit Pierre Pelletier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse en cette cause, contre le défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 5 juin 1903 2073-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure*
In re John McGlade, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 19e jour de juin 1903, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques. 2189

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 141.

In re "The Foster Manufacturing Company," Foster, P. Q., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13 juillet 1903, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, à Waterloo, P. Q.

ERNEST F. DEVARENNE,
Curateur.

* 2187

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 47.

Dame Agnès Lambert dit Champagne, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Thomas Nadeau, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

CHAS. C. CABANA,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 5th June, 1903. 2064

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2637.

Dame Albina Durand, wife of Joseph E. Vachon, laborer, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her said husband in separation as to property.

J. L. BOISSONNAULT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th May, 1903. 2062

Dame Laura Lillian Foster, of Coaticook, in the district of Saint Francis, wife of John William McNicol, of the city of Sherbrooke, in the said district, clerk, has, this day, sued her said husband for a separation of property, before the superior court for the district of Saint Francis, as No. 48.

W. L. SHURTLEFF,
Attorney for plaintiff
Coaticook, 1st June, 1903. 2058

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*

Dame Melvina Chenette, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Pierre Pelletier, carpenter, of the same place,
Plaintiff ;

vs
The said Pierre Pelletier, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff in this cause, against the defendant.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 5th June 1903. 2074

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re John McGlade, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of June, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street. 2190

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 141.

In re "The Foster Manufacturing Company," Foster, P. Q., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 13th of July, 1903, after which date this dividend will be payable at my office, in Waterloo, P. Q.

ERNEST F. DEVARENNE,
Curator.

2188

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. H. J. Deschamps,
 Demandeur ;
 et
 Hilaire Girouard, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le 23ième jour de juin 1903, le défendeur a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour, pour le district de Montréal.

GAGNON & CARON,
 Députés gardiens provisoires.
 41, Edifice des Tramways.
 Montréal, 27 juin 1903. 2191

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Leclerc Frères, Montréal, Insolubles.
 Un premier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 15 juillet 1903.
 Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL LS. TURGEON.
 Curateurs conjoints.
 Bureau de Chartrand & Turgeon,
 180, rue Saint-Jacques. 2199

Province de Québec, }
 District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
In re Thomas Stafford, North Témiscamingue, P. Q., Insolvable.
 Avis est donné par les présentes que le 17ème jour de juin 1903, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens du dit failli.
 Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.
 H. LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 99, rue St-Jacques.
 Montréal, 22 juin 1903. 2215

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } DAME MARIE LAGÜE,
 No 257. } veuve de Dominique
 Racicot, en son vivant bourgeois, du village de Napierville, dans le district d'Iberville, Demanderesse ;
 contre ALFRED HEBERT, de la paroisse de Saint-Edouard, dans le dit district, Défendeur, et le dit Alfred Hébert, opposant, et la dite dame Marie Lagüe, contestante.

Comme appartenant au dit défendeur-opposant, savoir :

1° Un terrain sis et situé dans l'ancien Domaine de la seigneurie Saint-Georges, dans la paroisse de Saint-Edouard, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Edouard, sous le numéro deux cent soixante et trois (No 263)—sans bâtisses.

2° Une terre sise et située sur le rang appelé Côte Sud de la Rivière la Tortue, en la paroisse de Saint-Edouard, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Edouard, sous les numéros trente-cinq et trente-six (Nos 35 et 36)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Edouard, le SEPTIEME

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of J. H. J. Deschamps,
 Plaintiff ;
 and
 Hilaire Girouard, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant did, on the 23rd of June, 1903, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary of said court, for the district of Montreal.

GAGNON & CARON,
 Deputy provisional guardians.
 41, Street Railway Building.
 Montreal, 27th June, 1903. 2192

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Leclerc Frères, Montreal, Insolvents.
 A first dividend has been prepared and will be payable at our offices, 180, Saint James street, on or after the 15th July, 1903.
 Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL LS. TURGEON
 Joint curators.
 Office of Chartrand & Turgeon,
 180, Saint James street. 2200

Province of Quebec, }
 District of Pontiac. } *Superior Court.*
In re Thomas Stafford, North Témiscamingue, P. Q., Insolvent.
 Notice is hereby given that on 17th day of June, 1903, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.
 Sworn claims must be filed at my office within one month.

H. LAMARRE,
 Curator.
 Office : 99, St James street.
 Montreal, 22nd June, 1903. 2216

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } DAME MARIE LAGÜE,
 No. 257. } widow of Dominique
 Racicot, in his lifetime gentleman, of the village of Napierville, in the district of Iberville, Plaintiff ;
 against ALFRED HEBERT, of the parish of Saint Edouard, in the said district, Defendant, and the said Alfred Hébert, opponent, and the said Dame Marie Lagüe, contesting.

As belonging to the said defendant and opponent to wit :

1. A piece of ground, lying and situate in the old Domain of the seigniorie of Saint Georges, in the parish of Saint Edouard, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Edouard, under the number two hundred and sixty-three (No. 263)—without buildings.

2. A farm lying and situate on the range called South Side of the River La Tortue, in the parish of Saint Edouard, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Edouard, under the numbers thirty-five and thirty-six (Nos. 35 & 36)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Edouard, on the SEVENTH

jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS. MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 3 juin 1903. 2019-2
[Première publication, 6 juin 1903.]

day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 3rd June, 1903. 2020
[First published, 6th June, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } **A MÈDÉE BEAU-**
District de Montmagny. } **MONT,** de la paroisse
No 388. } de Saint-Pierre, cultivateur, Demandeur; contre **EMILE LAMONDE**, de Saint-Pierre, et Rose Anna Blais, son épouse, en leur qualité de tuteurs conjoints à Joseph Antoine Rousseau, enfants mineurs de feu Cléophas Rousseau et de la dite Rose Anna Blais, savoir :

1° Une terre connue et désignée sous le numéro quarante (40), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre de la Rivière du Sud—avec la maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre à bois situé en la dite paroisse de Saint-Pierre, en la troisième concession, au sud de la Rivière du Sud, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-douze (292), du cadastre officiel de Saint-Pierre.

3° Un autre lot de terre à bois situé en la dite paroisse de Saint-Pierre, en la troisième concession, au sud de la Rivière du Sud, connu et désigné sous le numéro trois cent onze (311), du cadastre officiel de Saint-Pierre.

Pour être ces trois terres vendues aux charges stipulées en faveur de Clémentine Bernier, de Saint-Pierre, veuve de Xavier Rousseau, dans un acte de donation entrevifs fait et passé en la paroisse de Saint-Pierre, devant W. Guay, notaire, le 15 juin 1894, entre Xavier Rousseau et son épouse, en faveur de Cléophas Rousseau, et enregistré le 5 avril 1895.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre, **MARDI**, le **VINGT-HUITIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 24 juin 1903. 2195
[Première publication, 27 juin 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH MERCURE ET**
No 1283. } **ARTHUR LEBLANC,**
tous deux entrepreneurs-menuisiers, du village de Lorimier, district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société, comme tels, sous la raison sociale de Mercure & Leblanc, Demandeurs; contre les terres et tenements de **JEAN-BAPTISTE PIERRE RABY**, voyageur de commerce, du même lieu, Défendeur.

1° La partie nord-ouest d'un lot de terre sis et situé dans le village de Lorimier, dans le comté

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Québec, } **A MÈDÉE BEAU-**
District of Montmagny. } **MONT,** of the parish
No 388. } ish of Saint Pierre, farmer, Plaintiff; against **EMILE LAMONDE**, of Saint Pierre, and Rose Anna Blais, his wife, in their quality of joint tutors to Joseph Antoine Rousseau, minor children of the late Cleophas Rousseau, and of the said Rose Anna Blais, to wit :

1. A land known and described as number forty (40), of the official cadastre of the parish of Saint Pierre de la Rivière du Sud—with the house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A woodland situate in the said parish of Saint Pierre, in the third concession, south of the River du Sud, known and described as number two hundred and ninety two (292), of the official cadastre of Saint Pierre.

3. Another lot of woodland situate in the said parish of Saint Pierre, in the third concession, south of the River du Sud, known and described as number three hundred and eleven (311), of the official cadastre of Saint Pierre.

These three lots to be sold subject to the charges stipulated in favor of Clémentine Bernier, of Saint Pierre, widow of Xavier Rousseau, in a deed of gift *inter vivos* made and passed in the parish of Saint Pierre, before W. Guay, notary, the 15th June, 1894, between Xavier Rousseau and his wife, in favor of Cleophas Rousseau, and registered on the 5th of April, 1895.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre, on **TUESDAY**, the **TWENTY EIGHTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 24th June, 1903. 2196
[First published, 27th June, 1903.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH MERCURE AND**
No 1283. } **ARTHUR LEBLANC,**
both contractors and joiners, of the village of Lorimier, district of Montreal, and doing business there together in partnership as such under the firm of Mercure and Leblanc, Plaintiffs; against the lands and tenements of **JEAN BAPTISTE PIERRE RABY**, commercial traveller, of the same place, Defendant.

1. The north west part of a lot of land situate and being in the village of Lorimier, in the county of

d'Hochelaga, district de Montréal, connu sous le numéro vingt (20), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, sous le numéro cent cinquante-deux (152), la dite partie contenant dix (10) pieds de largeur sur cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par l'avenue de Lorimier, d'un côté par le lot numéro vingt et un (21), de la dite subdivision, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro vingt (20), de la dite subdivision, et en arrière par partie du lot numéro trente-neuf (39), de la dite subdivision.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu sous le numéro vingt et un (21), de la subdivision du susdit lot officiel connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent cinquante-deux (152), contenant vingt-six (26) pieds de front sur cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par l'avenue de Lorimier, d'un côté par le lot numéro vingt-deux (22), de la dite subdivision, et de l'autre côté par le terrain ci-dessus en premier lieu mentionné, et en arrière, par partie des lots numéros trente-neuf (39) et quarante (40), de la dite subdivision.

3° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu sous le numéro trente-neuf (39), de la subdivision du susdit lot officiel, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent cinquante-deux (152), contenant vingt-cinq (25) pieds et six (6) pouces de largeur sur cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Bordeaux (maintenant Casault), d'un côté par le lot numéro quarante (40), de la dite subdivision, et de l'autre côté par le lot numéro trente-huit (38), de la dite subdivision, et en arrière par partie des lots numéros vingt (20) et vingt et un (21), de la dite subdivision.

4° La partie sud-est d'un lot de terre sis et situé au même lieu, connu sous le numéro quarante (40), de la subdivision du susdit lot officiel connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cent cinquante-deux (152), la dite partie contenant dix (10) pieds et six (6) pouces de largeur sur cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Bordeaux (maintenant Casault), d'un côté par le lot numéro trente-neuf (39), de la dite subdivision, de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro quarante (40), de la dite subdivision, et en arrière par partie du lot numéro vingt et un (21), de la dite subdivision—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances érigées sur les terrains désignés dans les quatre paragraphes ci-dessus, ne formant qu'une seule et même exploitation, et pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 24 juin 1903. Shérif, 2207
[Première publication, 27 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAVID DILLON, des cité No 1298. } et district de Montréal, charretier, Demandeur; contre les terres et tènements de ELIZABETH DILLON, du même lieu, épouse de James Clarcken, du même lieu, agent de police, et le dit James Clarcken, afin d'autoriser sa dite épouse, et al *ès qual.*, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse, Elizabeth Dillon, pour huit quatorzièmes indivis, et comme appartenant et en la possession des dits défendeurs Michael Dillon, Margaret Dillon, Edward Dillon, John P. Gunning, *ès qualité* de tuteur à Patrick Currie, enfant mineur de feu Patrick Currie et de feue son épouse Dame Alice Clancy, et Dame Annie Currie, chacun pour

Hochelaga, district of Montreal, known as number twenty (20), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Visitation, as number one hundred and fifty-two (152), said part containing ten (10) feet in width by one hundred (100) feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by de Lorimier avenue, on one side by lot number twenty-one (21), of the said subdivision, and on the other side by the residue of the said lot number twenty (20), of the said subdivision, and in rear by part of lot number thirty-nine (39), of the said subdivision.

2. A lot of land situate and being at the same place, known as number twenty one (21), of the subdivision of the said official lot known and described on the aforesaid official plan and book of reference as number one hundred and fifty two (152), containing twenty six (26) feet in front by one hundred (100) feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by de Lorimier avenue, on one side by lot number twenty two (22), of the said subdivision, and on the other side by the lot hereinabove firstly mentioned, and in rear by part of lots numbers thirty nine (39) and forty (40), of the said subdivision.

3. A lot of land situate and being at the same place, known as number thirty nine (39), of the subdivision of the aforesaid official lot known and described on the aforesaid official plan and book of reference, as number one hundred and fifty two (152), containing twenty five (25) feet six (6) inches in width by one hundred (100) feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Bordeaux (now Casault) street, on one side by lot number forty (40), of the said subdivision, on the other side by lot number thirty eight (38), of the said subdivision, and in rear by part of lots numbers twenty (20) and twenty one (21), of the said subdivision.

4. The south east part of a lot of land situate and being at the same place, known as number forty (40), of the subdivision of the aforesaid official lot, known and described on the aforesaid official plan and book of reference as number one hundred and fifty two (152), the said part containing ten (10) feet six (6) inches in width by one hundred (100) feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Bordeaux (now Casault) street, on one side by number thirty nine (39), of the said subdivision, on the other side by the residue of the said lot number forty (40), of the said subdivision, and in rear by part of lot number twenty one (21), of the said subdivision—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies erected on the lots described in the four preceding paragraphs, forming only one and the same plot of land and to be sold together (*en bloc*).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's office, Montreal, 24th June, 1903. Sheriff, 2208
[First published, 27th July, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAVID DILLON, of the No 1298. } city and district of Montreal, carter, Plaintiff; against the lands and tènements of ELIZABETH DILLON, of the same place, wife of James Clarcken, of the same place, policeman, and the said James Clarcken to authorize his said wife et al *ès qual.*, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant Elizabeth Dillon, for eight undivided fourteenth, and as belonging to and in the possession of the said defendants Michael Dillon, Margaret Dillon, Edward Dillon, John P. Gunning, *ès qualité* as tutor to Patrick Currie, minor child of the late Patrick Currie and of his late wife Dame Alice Clancy, and Dame Annie Currie,

un quatorzième indivis de l'immeuble ci-après mentionné des dits défendeurs es-noms et qualités, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, étant la moitié sud ouest du lot de terre connu comme lot No 2830, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; le dit lot maintenant saisi étant borné comme suit : en front par la rue Saint-Patrice, d'un côté vers l'ouest par Patrick McMenamin ou représentants, et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot No 2830, et en arrière par B. Kelly ou représentants, et contenant 24 pieds de largeur sur 106 pieds 6 pouces de profondeur, formant une superficie de 2556 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées, avec tous les droits, circonstances et dépendances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à deux heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juin 1903. [Première publication, 6 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L. ALCIDE BRULÉ**, bourgeois, de Vaudreuil, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ANDRE LEDUC**, de Saint-Lazare, district de Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil, du côté sud de la concession de Sainte-Angélique, connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare, sous le numéro deux cent soixante et douze (272) ; bornée en front par le chemin de front de la concession Sainte-Angélique—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juin 1903. [Première publication, 6 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME MARY JANE SIBLEY**, des cités et district de Montréal, veuve de feu John Caverhill, en son vivant du même lieu, marchand, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **JOSHUA A. BELL**, du même lieu, marchand à commission, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Bayle, d'un côté au nord-est par une ruelle en commun d'environ seize (16) pieds de largeur, de l'autre côté vers le sud ouest par sir Donald A. Smith, en arrière par une autre ruelle en commun de treize (13) pieds de largeur, communiquant avec la ruelle ci-dessus mentionnée ; le dit lot de terre contenant cent trois (103) pieds dix (10) pouces de largeur en front sur soixante et treize (73) pieds quatre (4) pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et situé à une distance d'environ cent quarante-huit (148) pieds du côté nord de la rue Fort. Ce lot de terre est composé des lots suivants, à savoir :

1. De la partie nord ou coin de la subdivision "O" du lot numéro seize cent vingt-huit (1628 O), sur le plan officiel du dit quartier Saint-Antoine, situé à une distance d'environ cent quarante-huit (148) pieds de la rue Fort tel que susdit, contenant environ quarante-quatre pieds cinq pouces et demi de largeur en front sur la dite rue Bayle sur environ trente (30) pieds dix (10) pouces de profondeur ;

each for one undivided fourteenth of the immovable hereinafter described of the said defendants *es-noms et qualités*, to wit :

A certain lot of land situate in the Saint-Gabriel ward, in the city of Montreal, being the south west half of the lot of ground known as lot No. 2830, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; the said lot now seized being bounded as follows : in front by Saint Patrick street, and on one side towards the west by Patrick McMenamin or representatives, and on the other side by the other half of said lot No. 2830, and in rear by B. Kelly or representatives, and containing 24 feet in width by 106 feet 6 inches in depth, forming a superficies of 2556 feet, the whole more or less, english measure—with the buildings and dependencies thereto belonging thereon erected, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montréal, 3rd June, 1903. [First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **L. ALCIDE BRULÉ**, gentleman, of Vaudreuil, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ANDRE LEDUC**, of Saint Lazare, district of Montreal, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil, on the south side of the Sainte Angelique concession, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Lazare, as number two hundred and seventy two (272) ; bounded in front by the front road of the Sainte Angelique concession—with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 3rd June, 1903. [First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **DAME MARY JANE SIBLEY**, of the city and district of Montreal, widow of the late John Caverhill, in his lifetime of the same place, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSHUA A. BELL**, of the same place, commission merchant, Defendant.

A lot of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Bayle street, on one side to the north east by a lane in common of about sixteen (16) feet in width, on the other side towards the south west by sir Donald A. Smith, in rear by another lane in common of thirteen (13) feet in width, connecting with the lane above mentioned ; containing the said lot of land one hundred and three (103), feet ten (10) inches in width in front by seventy three (73) feet four (4), inches in depth, english measure, and more or less, and situated at a distance of about one hundred and forty-eight (148) feet from the north side of Fort street. This lot of land is composed of the following lots, namely :

1. Of the northern part or corner of subdivision "O" of lot number sixteen hundred and twenty eight (1628 O), on the official plan of the said Saint Antoine ward, situated at a distance of about one hundred and forty eight (148) feet from Fort street as aforesaid, containing about forty four feet five and a half inches in width in front on said Bayle street by about thirty (30) feet (10) ten inches in

bornée en front vers le sud-est par une autre partie du dit lot (1628 O), formant partie de la dite rue Bayle, en arrière par une partie de la subdivision "N" du dit lot seize cent vingt-huit (1628) ci-après en deuxième lieu décrit, d'un côté vers le sud-ouest par une autre partie du dit lot (1628 O), appartenant à sir Donald A. Smith, et de l'autre côté vers le nord-est par une partie de la subdivision "P", du dit lot officiel ci-après en troisième lieu décrit.

2° De la partie nord-est ou coin de la subdivision "N" du dit lot seize cent vingt-huit (1628 N), contenant environ quarante-quatre (44) pieds cinq pouces et demi (5½) de largeur en front sur environ quarante-deux (42) pieds six (6) pouces de profondeur; borné en front vers le sud-est par la partie de la dite subdivision "O" ci-dessus en premier lieu décrit, en arrière par la dite ruelle en commun de treize (13) pieds de largeur, d'un côté vers le sud-ouest par une autre partie du dit numéro seize cent vingt-huit "N" (1628 N), appartenant au dit sir Donald A. Smith, et de l'autre côté vers le nord-est par une partie du No (1628 M), ci-après en quatrième lieu décrit.

3° De la partie ouest ou coin de la subdivision "P" du dit lot seize cent vingt-huit (1628 P), mesurant environ cinquante-neuf pieds quatre pouces et demi (4½) de largeur en front sur la dite rue Bayle sur une profondeur d'environ trente (30) pieds dix (10) pouces; borné en front vers le sud-est par une autre partie de la dite subdivision "P", formant partie de la rue Bayle, en arrière au nord-ouest par la dite partie du (No 1628 M), ci-après en quatrième lieu décrit, d'un côté par la partie du (No 1628 O), ci-dessus en premier lieu décrit, et de l'autre côté au nord-est par la dite ruelle en commun d'environ seize (16) pieds de largeur.

4° De la partie sud ou coin de la subdivision "M" du dit lot seize cent vingt-huit (1628 M), mesurant environ cinquante-neuf (59) pieds quatre pouces et demi (4½) de largeur en front, sur une profondeur d'environ quarante-deux (42) pieds six (6) pouces; borné en front vers le sud-est par la dite partie du No (1628 P), ci-dessus en troisième lieu décrit, en arrière par la dite ruelle en commun de treize (13) pieds de largeur, d'un côté au sud-ouest par la dite partie du No (1628 N), ci-dessus en deuxième lieu décrit, et de l'autre côté vers le nord-est par la dite ruelle en commun d'environ seize (16) pieds de largeur—avec deux maisons à double logement et trois maisons à un seul logement situées sur la susdite propriété, circonstances et dépendances.

À Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 juin 1903.

Député Shérif.
2021-2

[Première publication, 6 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A MEDEE MARTIN, bou-
No 447 } cher, de la cité et du dis-
trict de Montréal, Demandeur; contre les terres et
tenements de PIERRE LACOMBE, de Montréal-
Sud, dans le comté de Chambly, dit district, Défendeur.

Un lot de terre—avec bâtisses dessus construites, situé au lieu appelé Montréal-Sud, paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal; borné en front par l'avenue Harrison et d'un côté par l'avenue Marquette, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous le No cent quatre-vingt-quatorze (194), de la subdivision officielle du lot numéro primitif cent cinquante-sept.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le

depth; and bounded in front towards the south east by another portion of said lot (1628 O), forming part of said Bayle street, in rear by a portion of subdivision "N" of said lot sixteen hundred and twenty eight (1628), hereinafter secondly described, on one side towards the south west by another part of said lot (1628 O), belonging to sir Donald A. Smith, and on the other side towards the north east by a portion of subdivision "P", of said official lot hereinafter thirdly described.

2. Of the north eastern part or corner of subdivision "N" of said lot sixteen hundred and twenty eight (1628 N), containing about forty-four (44) feet five and a half (5½) inches in width in front by about forty two (42) feet six (6) inches in depth; bounded in front towards the south east by the portion of said subdivision "O" herein above firstly described, in rear by the said common lane of thirteen (13) feet in width, on one side towards the south west by another portion of said number sixteen hundred and twenty eight "N" (1628 N), belonging to said sir Donald A. Smith, and on the other side towards the north east by a part of 1628 "M", hereinafter fourthly described.

3. Of the western part or corner of subdivision "P" of said lot sixteen hundred and twenty-eight (1628 P), measuring about fifty-nine feet four and a half (4½) inches in width in front on said Bayle street, by a depth of about thirty (30) feet ten (10) inches; and bounded in front towards the south east by another portion of said subdivision "P", forming part of Bayle street, in rear to the north west by the said portion of said (1628 M), hereinafter fourthly described, on one side by the portion of (1628 O), herein above firstly described, and on the other side to the north east by the said common lane of about sixteen (16) feet in width.

4. Of the south part or corner of subdivision "M", of said lot sixteen hundred and twenty-eight (1628 M), measuring about fifty-nine (59) feet four and a half (4½) inches in width in front by a depth of about forty-two (42) feet six (6) inches; and bounded in front towards the south east by the said portion of (1628 P), hereinafter thirdly described, in rear by the said common lane of thirteen (13) feet in width, on one side to the south west by the said portion of (1628 N), hereinafter secondly described, and on the other side towards the north east by the said common lane of about sixteen (16) feet in width—with on the above described property two tenement houses and three self contained houses—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office,
Montreal, 2nd June, 1903.

Deputy sheriff.
2022

[First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A MEDEE MARTIN, but-
No. 447. } cher, of the city and dis-
trict of Montreal, Plaintiff; against the lands and
tenements of PIERRE LACOMBE, of Montreal
South, in the county of Chambly, said district,
Defendant.

A lot of land—with buildings thereon erected, situated at the place called Montreal South, parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal; bounded in front by Harrison avenue, and on one side by Marquette avenue, known and described on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, as number one hundred and ninety four (194), of the official subdivision of the lot primitive number one hundred and fifty seven.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the

NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 3 juin 1903. 2029-2
[Première publication, 6 juin 1903.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **DAME LUCIE LAURIN**,
No 669. } marchande, du village de la Pointe à Gatineau, district d'Ottawa, veuve de Adolphe Villeneuve, en son vivant du même lieu, faisant affaires sous le nom de A. Villeneuve, Demanderesse ; contre **WILLY HOMIER**, ci-devant du canton de Templeton, dit district, mais maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, à savoir :

La moitié indivise des droits de ce morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, comme la partie ouest de chacun des lots Nos deux et dix-neuf de l'Île Kettle, dans le dit canton de Templeton, contenant ensemble vingt huit acres de terre en superficie, plus ou moins, borné comme suit : 1° La dite partie ouest du lot No 2, au nord-ouest par la rivière Ottawa, au sud par la dite partie ouest du lot No 19, à l'ouest par le dit lot No 7, et à l'est par le résidu du dit lot No 2. 2° La dite partie ouest du lot No 19, au nord par la dite partie ouest du lot No 2, au sud par la dite rivière Ottawa, au sud ouest par le dit lot No 7, et à l'est par le résidu du dit lot No 19.

Les dites deux parties des lots étant ci-devant connues comme lot lettre C, de la dite Île Kettle, dans le dit canton de Templeton. La dite propriété est vendue sujette à une réclamation de \$75.00, en faveur de Washington J. Johnston, contre les dites deux parties des lots, aussi la réserve par le dit W. J. Johnston, d'un acre de terre et autres droits, tels que par acte passé devant Joseph Crevier, notaire, à la Pointe à Gatineau, le sixième jour de mai 1897, du dit Johnston au dit défendeur, et dûment enregistré.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures ET QUÂRT de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 24 juin 1903. 2211
[Première publication, 27 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **DAME LUCIE LAURIN**,
No 675. } du village de la Pointe à Gatineau, district d'Ottawa, veuve de Adolphe Villeneuve, en son vivant du même lieu, faisant affaires sous le nom de A. Villeneuve, Demanderesse ; contre **GEORGE HOMIER**, ci-devant du canton de Templeton, dit district, mais maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, à savoir :

La moitié indivise des droits de ce morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, comme la partie ouest de chacun des lots Nos deux et dix-neuf de l'Île Kettle, dans le dit canton de Templeton, contenant ensemble vingt huit acres de terre en superficie, plus ou moins, borné comme suit : 1° La dite partie ouest du lot No 2, au nord-ouest par la rivière Ottawa, au sud

NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 3rd June, 1903. 2030
[First published, 6th June, 1903.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **DAME LUCIE LAURIN**, mer-
No. 669. } chant, of the village of Gatineau Point, district of Ottawa, widow of Adolphe Villeneuve, in his lifetime of the same place, and doing business under the name of "A. Villeneuve", Plaintiff ; against **WILLY HOMIER**, formerly of the township of Templeton, said district, but now absent of the province of Quebec, Defendant, to wit :

The undivided half interest in that piece or parcel of land known and described according to the official plan and book of reference for the township of Templeton, in the district of Ottawa, as the west part of each of the lots Nos. two and nineteen of Kettle Island, in said township of Templeton, containing altogether twenty eight acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows : 1st. Said west part of lot No. 2, on the north west by the Ottawa river, south by said west part of lot No. 19, west by lot No. 7, and east by the remaining portion of said lot No. 2. 2nd. Said west part of lot No. 19, on the north by said west part of lot No. 2, south by said Ottawa river, south west by said lot No. 7, and east by remaining portion of said lot No. 19.

The said two parts of lots being formerly known as lot letter "C", of said Kettle Island, in said township of Templeton. The said property is sold subject to a claim of \$75.00, in favor of Washington J. Johnston, against the said two parts of lots, also the reservation by said W. J. Johnston, of an acre of land and other rights, as per deed passed before Joseph Crevier, notary, at Gatineau Point, the sixth of May, 1897, from said Johnston to said defendant, and duly registered.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at a QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Shérif.
Hull, 24th June, 1903. 2212
[First published, 27th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **DAME LUCIE LAURIN**, of
No. 675. } the village of Gatineau Point, district of Ottawa, widow of Adolphe Villeneuve, in his lifetime of the same place, and doing business under the name of A. Villeneuve, Plaintiff ; against **GEORGE HOMIER**, formerly of the township of Templeton, said district, but now absent from the province of Quebec, Defendant, to wit :

The undivided half interest in that piece or parcel of land known and described according to the official plan and book of reference for the township of Templeton, in the district of Ottawa, as the west part of each of the lots Nos. two and nineteen of Kettle Island, in said township of Templeton, containing altogether twenty eight acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows : 1st. Said west part of lot No. 2, on the north west by the

par la dite partie ouest du lot No 19, à l'ouest par le dit lot No 7, et à l'est par le résidu du dit lot No 2. 2° La dite partie ouest du lot No 19, au nord par la dite partie ouest du lot No 2, au sud par la dite rivière Ottawa, au sud ouest par le dit lot No 7, et à l'est par le résidu du dit lot No 19.

Les dites deux parties des lots étant ci-devant connues comme lot lettre C, de la dite Ile Kettle, dans le dit canton de Templeton. La dite propriété est vendue sujette à une réclamation de \$75.00, en faveur de Washington J. Johnston, contre les dites deux parties des lots, aussi la réserve par le dit W. J. Johnston, d'un acre de terre et autres droits, tels que par acte passé devant Joseph Crevier, notaire, à la Pointe à Gatineau, le sixième jour de mai 1897, du dit Johnston au dit défendeur, et dûment enregistré.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Hull, 24 juin 1903.
C. M. WRIGHT, Shérif. 2213.
[Première publication, 27 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } ALBERT LAVOIE, de la No 652. } A cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, mineur, Demandeur ; contre THE LAKE DESCHENES MILLING COMPANY LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, Défenderesse, à savoir :

Une bâtisse en briques solides, magasin et étable en bois érigés au coin sud-est du lot 715 du quartier numéro trois, de la cité de Hull, dans le dit district d'Ottawa, compris dans une superficie de 99 pieds sur 99 pieds ; pour être vendus sujets aux conditions suivantes : L'acquéreur des dites bâtisses et étable sujet aux droits des héritiers de feu Nancy Louisa Wright (ci-après appelé la succession Scott), en vertu d'un bail avec le défendeur. Parmi les conditions du dit bail sont les suivantes :

(a) Loyer devant être payé à la succession Scott au taux de \$100.00 par année, ensemble avec toutes les taxes et autres cotisations, le dit loyer devant être payé par trimestre du premier jour de mai de chaque année.

(b) Le bureau maintenant occupé par les agents de la succession Scott devant être meublé, la dite succession Scott devant être exempte de toutes charges durant le dit bail.

(c) Le loyer devant expirer le 1er jour de mai 1905, et si le locataire, c'est-à-dire l'acquéreur, n'est pas satisfait du montant offert par la succession Scott pour les dites bâtisses et étable, le locataire, c'est-à-dire l'acquéreur devra les transporter du dit lot 715 à ses propres frais, mais n'aura aucune réclamation contre la dite succession Scott en rapport d'icelle ou du transport d'icelles.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le VINGT HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Hull, 24 juin 1903.
C. M. WRIGHT, Shérif. 2209.
[Première publication, 27 juin 1903.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Ottawa river, south by said west part of lot No. 19, west by lot No. 7, and east by the remaining portion of said lot No. 2. 2nd. Said west part of lot No. 19, on the north by said west part of lot No. 2, south by said Ottawa river, south west by said lot No. 7, and east by remaining portion of said lot No. 19.

The said two parts of lots being formerly known as lot letter "C", of said Kettle Island, in said township of Templeton. The said property is sold subject to a claim of \$75.00, in favor of Washington J. Johnston, against the said two parts of lots, also the reservation by said W. J. Johnston, of an acre of land and other rights, as per deed passed before Joseph Crevier, notary, at Gatineau Point, the sixth of May, 1897, from said Johnston to said defendant, and duly registered.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

Hull, 24th June, 1903.
C. M. WRIGHT, Sheriff. 2214.
[First published, 27th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } ALBERT LAVOIE, of the city No. 652. } A of Vancouver, in the province of British Columbia, miner, Plaintiff ; against THE LAKE DESCHENES MILLING COMPANY LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city of Hull, in the district of Ottawa, Defendant, to wit :

A solid brick building and store-house and wooden stable erected on the south east corner of cadastral lot 715 of ward number three, of the city of Hull, in said district of Ottawa, comprised within an area of 99 feet by 99 feet ; to be sold subject to the following conditions : The purchaser to take said buildings and stable subject to the rights of the heirs of the late Nancy Louisa Wright (hereinafter called the Scott estate), under the lease with the defendant. Among the conditions of said lease are the following :

(a) Rent to be paid to the Scott estate at the rate of \$100.00 per year, together with all taxes and other assessments, said rent to be paid quarterly from the first day of May of each year.

(b) The office presently occupied by the agents of the Scott estate to be furnished, said Scott estate free of all charges during said lease.

(c) Lease to expire on the 1st day of May, 1905, and if the lessee, that is the purchaser, is not satisfied with amount offered by the Scott estate for the said buildings and stable, the lessee, that is the purchaser shall remove same from said lot 715 at his own expense, but shall have no claim against said Scott estate in connection therewith or the removal thereof.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Hull, 24th June, 1903.
C. M. WRIGHT, Sheriff. 2210.
[First published, 27th June, 1903.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **JULES ALLARD**, Demandeur ;
 No 4414. } contre **ANTOINE CARTIER**,
 Défendeur.

Un morceau de terre ou emplacement situé dans la paroisse de Saint-David, dans la concession nommée "Vue du Manoir", étant le numéro cinq cent vingt-six (No 526), des plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse de Saint-David—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le **VINGT-NEUVIEME** jour du mois de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
 Sorel, 25 juin 1903. 2217
 [Première publication, 27 juin 1903.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **JULES ALLARD**, Plaintiff ;
 No. 4414. } against **ANTOINE CARTIER**,
 Defendant.

A piece of land or lot situate in the parish of Saint David, in the concession called "Vue du Manoir," being number five hundred and twenty six (526), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint David—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the **TWENTY NINTH** day of the month of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sorel, 25th June, 1903. 2218
 [First published, 27th June, 1903.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TELRRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **LE CREDIT FON-**
 No. 891. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, Demandeur ; contre **JEAN-BAP-**
TISTE ALIAS DAMASE GAGNIER, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le deuxième rang du canton de Saint-George de Windsor, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Windsor, comme lot numéro cent vingt-deux (No 122) ; borné en front par la terre de Majorique Labranche—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-George de Windsor, le **SEPTIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sherbrooke, 3 juin 1903. 2009-2
 [Première publication, 6 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de St-François.*

Saint-François, à savoir : } **LE CREDIT FON-**
 No 894. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, Demandeur ; contre **MARIE CON-**
NOLLY ET AL., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Marie Connolly, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs et comme appartenant aussi à Aimé Gagnier, George Gagnier et Olive Gagnier, épouse de Paul L'Abbé, tous défendeurs en cette cause.

Un morceau de terre situé dans le deuxième rang du canton de Saint-George de Windsor, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Windsor, comme lot numéro cent vingt-trois (No 123) ; borné en front par la terre de Majorique Labranche—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-George de Windsor, le **SEPTIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sherbrooke, 3 juin 1903. 2015-2
 [Première publication, 6 juin 1903.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
 No. 891. } **FRANCO CANA-**
DIEN, Plaintiff ; against **JEAN BAPTISTE ALIAS**
DAMASE GAGNIER, Defendant.

A piece of land situate in the second range of the township of Saint George de Windsor, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Windsor, as the lot number one hundred and twenty-two (No. 122) ; bounded in front by land belonging to Majorique Labranche—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint George de Windsor, on the **SEVENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sherbrooke, 3rd June, 1903. 2010
 [First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint François.*

Saint François, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
 No. 894. } **FRANCO CANA-**
DIEN, Plaintiff ; against **MARIE CONNOLLY ET**
AL., Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Marie Connolly, as well personally as in her quality of tutrix to her minor children and as belonging also to Aimé Gagnier, George Gagnier and Olive Gagnier, wife of Paul L'abbé, all defendants in this cause.

A piece of land situate in the second range of the township of Saint George de Windsor, in the county of Richmond, known and designated of the official cadastral plan and book of reference of the township of Windsor, as the lot number one hundred and twenty three (No. 123) ; bounded in front by land belonging to Majorique Labranche—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint George de Windsor, on the **SEVENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Sheriff.
 Sherbrooke, 3rd June, 1903. 2016
 [First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **L E CREDIT FON-**
No 893. } **CIER FRANCO**
CANADIEN, Demandeur ; contre **GEORGE**
DAVID GAGNIER ET EDOUARD RICHER DIT
LAFLECHE, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Shipton, dans le comté de Richmond, connu et désigné comme étant le quart sud-est de la moitié nord-est du lot numéro deux, dans le cinquième rang du canton de Shipton, contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites ; borné en front par la route de Danville, au nord-est par la ligne de division avec le canton de Windsor, au sud-ouest et au nord-ouest par les autres parties du dit lot numéro deux, appartenant, au nord-ouest, à Joseph Noël Gagnier et Siméon Gagnier, et au sud-ouest à James Holland.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 3 juin 1903. 2013-2
[Première publication, 6 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **L E CREDIT FON-**
No 892. } **CIER FRANCO**
CANADIEN, Demandeur ; contre **JOSEPH NOEL**
GAGNIER ET SIMEON GAGNIER, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, à savoir :

La moitié nord-ouest de la moitié sud-est de la moitié nord-est du lot numéro deux, dans le cinquième rang du canton de Shipton, contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites ; borné en front par la route de Danville, au sud-est par l'autre moitié du quart est du lot numéro deux, au nord-ouest par le quart ouest du dit lot numéro deux, au sud-ouest par cette partie du dit lot appartenant à James Holland.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 3 juin 1903. 2011-2
[Première publication, 6 juin 1903.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **G EORGE PER-**
No 452. } **REAULT**, Dem-
demandeur ; vs **JOSEPH ROUX**, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le troisième rang de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, contenant un arpent et demi de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins ; prenant par un bout aux terres du deuxième rang, et de l'autre bout aux terres du quatrième rang, d'un côté au nord-est à Lubin Jacques, et de l'autre côté au sud-ouest à Napoléon Bibeau ou ses représentants—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant le dit lot de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **L E CREDIT FONCIER**
No. 893. } **FRANCO CANADIEN**,
Plaintiffs ; against **GEORGE DAVID GAGNIER**
AND **EDOUARD RICHER DIT LAFLECHE**,
Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, to wit :

A piece of land situate in the township of Shipton, in the county of Richmond, known and described as being the south east quarter of the north east half of lot number two, in the fifth range of the township of Shipton, containing twenty five acres in area, more or less—with the buildings thereon erected ; bounded in front by the Danville road, on the south east by the division line from the township of Windsor, on the south west and on the north west by the other parts of the said lot number two, belonging, on the north west, to Joseph Noel Gagnier and Siméon Gagnier, and on the south west by James Holland.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Anne de Danville, on the SEVENTH day of JULY next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 3rd June, 1903. 2014
[First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **L E CREDIT FONCIER**
No. 892. } **FRANCO CANADIEN**,
Plaintiffs ; against **JOSEPH NOEL GAGNIER** AND
SIMEON GAGNIER, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, to wit :

The north west half of the south east half of the north east half of lot number two, in the fifth range of the township of Shipton, containing twenty five acres of land in area, more or less—with the buildings thereon erected ; bounded in front by the Danville road, on the south east by the other half of the east fourth of lot number two, on the north west by the west quarter of the said lot number two, and on the south west by that part of the said lot belonging to James Holland.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Anne de Danville, on the SEVENTH day of JULY next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 3rd June, 1903. 2012
[First published, 6th June, 1903.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **G EORGE PERREAULT**,
No. 452. } **G** Plaintiff ; vs **JOSEPH**
ROUX, Defendant.

A lot of land situate in the third range of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, containing one arpent and a half in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded at one end by the lands of the second range, and at the other end by the lands of the fourth range, on one side to the north east by Lubin Jacques, and on the other side to the south west by Napoleon Bibeau or his representatives—with house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies

terre, l'arpent et demi latéral nord-est du lot désigné par le numéro six cent soixante et neuf (669), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, incluant la dite paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard.

- Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 juin 1903. 2047-2
[Première publication, 6 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH EBACHER,
No 442, } Demandeur ; contre
LOUIS DESHAIES, Défendeur.

1° La juste moitié indivise d'une terre située en la paroisse de Saint-Geneviève de Batiscan, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-et-onze (371), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, contenant en total deux arpents de front sur environ quarante arpents de profondeur, avec la moitié indivise des bâtiments dessus érigés.

2° Un terrain de figure irrégulière, situé en la dite paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, étant le numéro quatre-vingt-six, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, contenant deux arpents et quatre-vingt-dix perches en superficie ; borné en front vers le sud par le numéro 85, en profondeur vers le nord-ouest et d'un côté, vers l'ouest par la rivière à Veillet, et de l'autre côté vers l'est par le No 63.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 juin 1903. 2049-2
[Première publication, 6 juin 1903.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC

—
Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Caxton.

Lot 7, du 18e rang, à Albert Blouin.

Canton Demeules.

Lot 32, du 2e rang, à Joseph Roy.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 27 juin 1903. 2237

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné que Dame Praxède Paradis, de Kamouraska, marchande publique, et y

said lot of land being the north east lateral arpent and a half of the lot described as number six hundred and sixty nine (669), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising also the said parish of Sainte Sophie de Lévrard.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 3rd June, 1903. 2048
[First published, 6th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court. — District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH EBACHER,
No. 442. } Plaintiff; against LOUIS
DESHAIES, Defendant.

1. The exact undivided half of a land situate in the parish of Sainte Genevieve de Batiscan, known and described as number three hundred and seventy one (371), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte Genevieve de Batiscan, containing in all two arpents in front by about forty arpents in depth, with the undivided half of the buildings thereon erected.

2. A land of irregular outline, situate in the said parish of Sainte Genevieve de Batiscan, being number eighty six, of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte Genevieve de Batiscan, containing two arpents and ninety perches in area ; bounded in front to the south by No. 85, in depth to the north west, and on one side to the west by the river to Veillet, and on the other side to the east by No. 63.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Genevieve de Batiscan, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 3rd June, 1903. 2050
[First published, 6th June, 1903.]

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Caxton.

Lot 7, of 18th range, to Albert Blouin.

Township Demeules.

Lot 32, of 2nd range, to Joseph Roy.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Québec, 27th June, 1903. 2238

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Kamouraska. } Superior Court.

Notice is hereby given that Mrs. Praxède Paradis, of Kamouraska, merchant, and doing business under

faisant affaire sous les nom et raison de W. R. Crépault & Cie, a, le 26e jour de juin 1903, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 juin 1903. 2239

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Thomas Mousseau, de Campbell Bay, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et peut être examiné dans mon bureau, à Bryson, comté de Pontiac, Qué.

F. C. DEZOUICHE,
Curateur.
Bryson, Qué., 1er juin 1903. 2231

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 173.

In re H. Shorey & Co., marchands en gros, de la cité et district de Montréal, Requérents ;

vs

Arthur & Côte, marchands généraux, de South Durham, Insolubles.

Avis vous est donné que les insolubles ont, ce jour, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dans et pour le district d'Arthabaska, à Arthabaska.

J. E. METHOT,
Procureur des requérants.
Daté ce 18 juin 1903. 2235

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Geo.-Elie Amyot, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 25 juin 1903, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 26 juin 1903. 2227

Vente de Faillite

AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de Alfred Bacon, manufacturier de portes et châssis, Sainte-Thècle, Failli.

Les soussignés vendront à l'encan public, au plus offrant et dernier enchérisseur, au comptant, MARDI, le 28 JUILLET 1903, à 8 heures a. m., à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, l'immeuble suivant :

Une terre située en la paroisse de Sainte Thècle, dans le rang B nord, connue et désignée sous le numéro soixante et neuf (69), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Sainte-Thècle, contenant deux arpents et un quart de front, plus ou moins, sur environ trente-cinq arpents de profondeur; bornée en front au Lac Chivot, en profondeur aux terres du rang Saint Georges, au nord-est à J. B. Perron ou ses représentants, et au sud-ouest à Georges Trépanier—avec

the name and style of W. R. Crépault & Cie, has, on the 26th June, 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional Guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 26th June, 1903. 2240

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*

In the matter of Thomas Mousseau, Campbell Bay, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter, and may be seen at my office, at Bryson, Pontiac county, Que.

F. C. DEZOUICHE,
Curator.
Bryson, Que., 1st June, 1903. 2232

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 173.

In re H. Shorey & Co., wholesale traders, of the city and district of Montreal, Plaintiffs ;

vs

Arthur & Côte, traders, of South Durham, Insolvents.

Notice is hereby given that the insolvents have, this day, made an abandonment of their properties for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary in and for the district of Arthabaska, at Arthabaska.

J. E. METHOT,
Attorney for the plaintiffs.
Dated this 18th of June, 1903. 2236

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Geo. Elie Amyot, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the Honorable judge dated the 25th of June, 1903, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within a delay of thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 26th June, 1903. 2228

Insolvent Sale

INSOLVENT NOTICE.

In re Alfred Bacon, door and sash manufacturer, Sainte-Thècle, Insolvent.

The undersigned will sell by public auction to the last and highest bidder, for cash, TUESDAY, the 28th of JULY, 1903, at 8 o'clock, a. m., at the church door of the parish of Sainte-Thècle, the following immoveable :

A certain lot of land situate in the parish of Sainte Thècle, in the north range letter B, now known on the cadastral plan and book of reference as number sixty-nine (69), of the said parish of Sainte Thècle, containing two arpents and a quarter in front, more or less, on about thirty five arpents in depth ; bounded in front by the Lake Chivot, in depth by the lands of the Saint George's range, on north east by J. B. Perron or representatives, on south west by Georges Trépanier—with buildings thereon

les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépenses, et sans réserve.

Pour informations ou cahier des charges, s'adresser à

GAGNON & CARON,
Curateurs conjoints.
41, Bâtisse des tramways, Montréal.
JOHN RYAN,
Encanteur.
Trois-Rivières, P. Q. 2229

erected as the whole of said property now subsists with all its rights and without exception or reserve of any kind.

For informations or *cahier des charges*, apply to

GAGNON & CARON,
Joint curators.
41, Street Railway Building,
John Ryan,
Auctioneer,
Three-Rivers, P. Q. 2230

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour de Circuit, dans et pour*
District of Terrebonne, } *le comté d'Argenteuil.*
No 157-164.

Thomas Owens *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Venance Dumoulin *et al.*, Défendeurs ;

et

Dame Angèle Major, Opposante.

Dans l'affaire du défendeur, Venance Dumoulin,
Failli

Conformément à l'ordre de l'honorable M. le juge Taschereau, de la cour supérieure pour la province de Québec, en date du 23^e jour de juin courant, 1903.

Avis est par le présent donné aux créanciers du dit défendeur failli, de produire leurs réclamations au bureau du greffier, de cette cour, dans la ville de Lachute, dit comté d'Argenteuil, sous quinze jours de la date de la première insertion de cet avis, en vertu de l'article 673 du code de procédure civile.

THOMAS BARRON,
Greffier de la dite cour.

J. L. ST. JACQUES,
Procureur de l'opposante.
Lachute, 24 juin 1903. 2233

Province of Quebec, } *In the Circuit Court, in and*
District of Terrebonne, } *for the county of Argenteuil.*
No. 157-164.

Thomas Owens *et al.*, Plaintiffs ;

vs

Venance Dumoulin *et al.*, Defendants ;

and

Dame Angèle Major, Opposant.

In the matter of the defendant, Venance Dumoulin,
An insolvent.

In pursuance of the order of the Honourable Mr. justice Taschereau, of the superior court for the province of Quebec, dated the 23rd day of June instant, 1903.

Notice is hereby given to the creditors of the said defendant insolvent, to file their claims in the office of the clerk of this court of Lachute town, said county of Argenteuil, within fifteen days from the date of the first insertion of this notice, under article 673 of the code of civil procedure of this province.

THOMAS BARRON,
Clerk of said circuit court.

J. L. ST. JACQUES,
Attorney for opposant.
Lachute, 24th June, 1903. 2234

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 26.

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1147.

AVIS : — Assemblée générale des actionnaires de la Hull Electric Coy, 1153 ; Examen des candidats pour licence de mesureurs de bois, 1149.

AVIS DE CANCELLATION : — *Cantons de* : — Caxton, 1167 ; Demeules, 1167 ; Mousseau, 1149.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative, 1151 ; Conseil législatif, 1149.

EXAMENS : — Aspirants à l'étude du droit, section de Montréal, 1154 ; Aspirants à la pratique du droit, section de Montréal, 1154 ; Aspirants à la pratique du droit, section de Saint-François, 1154 ; Aspirants à la pratique de droit, section de Bedford, 1155 ; Aspirants à la pratique de droit, section de Québec, 1153 ; Aspirants à l'étude du droit, section d'Arthabaska, 1155.

FAILLIS : — Amyot, 1168 ; Arthur & Côté, 1168 ; Crépault & Co, 1167 ; Girouard, 1158 ; Leclerc Frères, 1158 ; McGlade, 1157 ; Mousseau, 1168 ; Stafford, 1158 ; The Foster Manufacturing Coy, 1157.

LETTRES PATENTES ÉMISES : — La Chèvrerie Canadienne, 1148.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26.

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices, &c., 1147.

NOTICES : — General meeting of the shareholders of the Hull Electric Coy, 1153 ; Examination of candidates for license as lumber cullers, 1149.

NOTICES OF CANCELLATION : — *Townships of* : — Caxton, 1167 ; Demeules, 1167 ; Mousseau, 1149.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1151 ; Legislative Council, 1149.

EXAMINATIONS : — Candidates to study of law section of Montreal, 1154 ; Candidates to practice of law, section of Montreal, 1154 ; Candidates to practice of law, section of Saint Francis, 1154 ; Candidates to practice of law, section of Bedford, 1155 ; Candidates to practice of law, section of Quebec, 1153 ; Candidates to study of law, section of Arthabaska, 1155.

INSOLVENTS : — Amyot, 1168 ; Arthur & Côté, 1168 ; Crépault & Co, 1167 ; Girouard 1158 ; Leclerc Frères, 1158 ; McGlade, 1157 ; Mousseau, 1168 ; Stafford, 1158 ; The Foster Manufacturing Coy, 1157.

LETTERS PATENT ISSUED : — La Chèvrerie Canadienne, 1148.

- MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :** — De Louis Moisan en faveur de Jean Joseph Lavoie, 1149.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :** — From Louis Moisan in favor of Jean Joseph Lavoie, 1149.
- NOMINATION :** — *Membres du conseil d'hygiène :* — Province de Québec, 1147.
- APPOINTMENT :** — *Members of the board of Health :* — Province of Québec, 1147.
- PROCLAMATION :** — Convocation des chambres, 1147.
- PROCLAMATION :** — Parliament convoked, 1147.
- RÈGLE DE COUR :** — Owens *et al* vs Dumoulin *et al*, 1169.
- RULE OF COURT :** — Owens *et al* vs Dumoulin *et al*, 1169.
- SÉPARATIONS DE BIENS :** — Dmes Champagne vs Nadeau, 1157 ; Chenette vs Pelletier, 1157 ; Durand vs Vachon, 1157 ; Foster vs McNicol, 1157 ; Lapointe vs Lapiere, 1156 ; Lavoie vs Champagne, 1156 ; Martineau vs Corbeil, 1156 ; Quesnel vs Legault, 1156 ; Ricard vs Lambert, 1156 ; Rivard vs Houle, 1156.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY :** — Dmes Champagne vs Nadeau, 1157 ; Chenette vs Pelletier, 1157 ; Durand vs Vachon, 1157 ; Foster vs McNicol, 1157 ; Lapointe vs Lapiere, 1156 ; Lavoie vs Champagne, 1156 ; Martineau vs Corbeil, 1156 ; Quesnel vs Legault, 1156 ; Ricard vs Lambert, 1156 ; Rivard vs Houle, 1156.
- VENTE DE FAILLITE :** — Bacon, 1168.
- INSOLVENT SALE :** — Bacon, 1168.
- VENTES PAR LES SHERIFS**
- SHERIFFS' SALES**
- IBERVILLE :** — Dme Lagie vs Hébert, 1158.
- IBERVILLE :** — Dme Lagie vs Hébert, 1158.
- MONTMAGNY :** — Beaumont vs Lamonde *et uxor*, 1159.
- MONTMAGNY :** — Beaumont vs Lamonde *et uxor*, 1159.
- MONTREAL :** — Brulé vs Leduc, 1161 ; Dillon vs Dme Dillon *ès-qual*, 1160 ; Dme Sibley vs Bell, 1161 ; Martin vs Lacombe, 1162 ; Mercure & Leblanc vs Raby, 1159.
- MONTREAL :** — Brulé vs Leduc, 1161 ; Dillon vs Dme Dillon *ès-qual*, 1160 ; Dme Sibley vs Bell, 1161 ; Martin vs Lacombe, 1162 ; Mercure & Leblanc vs Raby, 1159.
- OTTAWA :** — Lavoie vs The Lake Deschernes Coy, 1164 ; Villeneuve vs Homier, 1163 ; Villeneuve vs Homier, 1163.
- OTTAWA :** — Lavoie vs The Lake Deschernes Coy, 1164 ; Villeneuve vs Homier, 1163 ; Villeneuve vs Homier, 1163.
- RICHELIEU :** — Allard vs Cartier, 1164.
- RICHELIEU :** — Allard vs Cartier, 1164.
- SAINT-FRANÇOIS :** — Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Connolly *et al*, 1165 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gagnier, 1165 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gagnier *et al*, 1166 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gagnier *et al*, 1166.
- SAINT FRANCIS :** — Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Connolly *et al*, 1165 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gagnier, 1165 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gagnier *et al*, 1166 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gagnier *et al*, 1166.
- TROIS-RIVIÈRES :** — Ebacher vs Deshaies, 1167 ; Perreault vs Roux, 1166.
- THREE RIVERS :** — Ebacher vs Deshaies, 1167 ; Perreault vs Roux, 1166.